



MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (C.C.P.)

Pouvoir adjudicateur :
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON

CENTRE ADMINISTRATIF A. BENECH
191, av. du Doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER CEDEX 5

N° Affaire : **25A0240**

Objet de la consultation :
**CONCEPTION ET CONSTRUCTION NEUVE D'UN HOPITAL DE JOUR/ CONSULTATIONS POLE
CANCEROLOGIE, MEDECINE SUR LE SITE SAINT ELOI**

**LOT 2 MISSION DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA
SANTÉ**

Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée en application des articles L.2120-1 2°, L. 2123-1, R. 2123-1, R 2123-4 à 6 et R. 2131-12 du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER	5
1.1 <i>Objet</i>	5
1.2 <i>Décomposition du marché public.....</i>	6
1.2-1 <i>Lots</i>	6
1.2-2 <i>Phases</i>	6
1.3 <i>Forme et durée</i>	6
1.4 <i>Coût prévisionnel des travaux</i>	7
1.5 <i>Maîtrise d'œuvre</i>	7
1.6 <i>Conduite d'opération</i>	7
1.7 <i>Ordonnancement, Pilotage, Coordination</i>	7
1.8 <i>Contrôle technique</i>	7
1.9 <i>Coordination S.S.I.</i>	7
1.10 <i>Cotraitance</i>	7
1.11 <i>Sous-traitance</i>	7
1.12 <i>Le respect des principes de la république (Laïcité et Neutralité)</i>	7
1.13 <i>Réexamen du marché public</i>	8
1.13-1 <i>Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative.....</i>	8
1.13-1.1 <i>Evolution technologique ou technique.....</i>	8
1.13-1.2 <i>Evolution réglementaire ou législative</i>	8
1.13.3 <i>Evolutions du périmètre du marché public</i>	8
1.13.3.1 <i>Modification du périmètre du marché.....</i>	8
1.13.3.2 <i>Modification calendrier d'exécution.....</i>	9
1.13.4 <i>Cession de marché ou modification de la composition du groupement (clause de réexamen).....</i>	9
1.13.5 <i>Remplacement de la personne nommément désignée pour exécuter les prestations</i>	9
Article 2 - Documents contractuels	10
Article 3 - Utilisation des résultats	11
Article 4 – Autorité - moyens - conditions d'exécution	11
4.1 <i>Principes généraux</i>	11
4.2 <i>Spécificités techniques de l'opération</i>	11
4.3 <i>Autorité du coordonnateur SPS</i>	11
4.4 <i>Moyens donnés au coordonnateur SPS.....</i>	11
4.5 <i>Conditions d'exécution.....</i>	12
4.6 <i>Décomposition de la mission</i>	13
4.6-1 <i>Décomposition en phase Consultation du Marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation (jury).</i>	13
4.6-2 <i>Décomposition en phase de conception</i>	13
4.6-2-1 <i>Modalités pratiques de coopération</i>	13
4.6-2-2 <i>Registre journal de coordination (R.J.C.)</i>	13
4.6-2-3 <i>Interférences avec les activités d'exploitation</i>	13
4.6-2-4 <i>Documents en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.....</i>	14
4.6-2-5 <i>Accès au chantier</i>	14
4.6-2-6 <i>Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (D.I.U.O.)</i>	14
4.6-2-7 <i>Mesures de sécurité du chantier</i>	14
4.6-2-8 <i>Collège Interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.)</i>	15
4.6-2-9 <i>Avis sur les documents d'étude</i>	15
4.6-3 <i>Décomposition de la mission en phase de réalisation.....</i>	15
4.6-3-1 <i>Dossier d'Intervention Ulérieure des ouvrages (D.I.U.O.)</i>	15
4.6-3-2 <i>Mesures de sécurité du chantier</i>	15
4.6-3-3 <i>Collège Interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.)</i>	16
4.6-3-4 <i>Application des mesures de coordination</i>	16

4.6-3-5 Documents en matière de sécurité et de protection de la santé	16
4.6-3-6 Registre Journal de la Coordination (R.J.C)	17
4.6-3-7 Accès au chantier.....	17
4.6-3-8 Interférences avec les activités d'exploitation	17
4.6-3-9 Avis sur les documents d'exécution des ouvrages	17
4.7 Présence du coordonnateur SPS	17
4.8 Ordres de service	18
Article 5 - Durée des interventions	18
Article 6 - Délais de remise des documents	18
Article 7 - Pénalités.....	20
7.1 Pénalités de retard	20
7.2 Pénalités pour retard dans la remise des documents	20
7.3 Pénalités pour absence aux réunions de chantier et aux visites inopinées.....	20
7.4 Pénalités pour absence de présentation d'un remplaçant qualifié ou en cas de rupture de continuité de service dans le cadre de sa mission	20
7.5 Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant	21
7.6 Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance	21
7.7 Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers	21
7.7-1 Pénalités relatives à la déclaration de détachement.....	21
7.7-2 Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers	21
7.8 Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail	21
7.9 Pénalités relatives au contrôle par le coordonnateur SPS du personnel des entreprises	21
7.10 Pénalités relatives au contrôle par le coordonnateur SPS de l'affichage dans le cadre du détachement de salariés étrangers	21
7.11 Pénalités applicables pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier	22
7.12 Pénalités pour non-respect des principes de la République	22
7.13 Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale :	22
Article 8 – Modalités de détermination des prix.....	22
8.1 Caractéristiques des prix pratiqués	22
8.2 Modalités de variation des prix.....	22
8.3 Arrêt d'une série chronologique d'indices	23
8.4 Répartition des paiements	24
Article 9 – Avance.....	24
Article 10 – Acomptes et paiements partiels définitifs.....	24
Article 11 – Paiement établissement de la facture	25
11.1 Mode de règlement	25
11.2 Présentation des demandes de paiement.....	25
11.3 Intérêts moratoires.....	28
11.4 Retenue de garantie.....	28
Article 12 – Obligations en matière de Développement Durable	28
Article 13 - Arrêt des prestations en cours d'exécution	29
Article 14 – Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	29
Article 15 – Litiges et Différends	29
15-1 - Différends	29
15-2 - Attribution de compétence	29
Article 16 – Résiliation et exécution par défaut	29
16.1 Résiliation	29
16.2 Exécution par défaut.....	30
16.3 Sauvegarde, Redressement et liquidation judiciaire	30
Article 17 – Imprévision et circonstances imprévisibles	30

17.1 Obligation d'information	31
17.2 Modalités de poursuite du marché (clause de réexamen).....	31
17.3 La suspension du marché	31
17.4 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché	31
17.5 Prolongation du marché	32
Article 18 – Obligations du titulaire	32
18.1 Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion.....	32
18.2 Modification des données administratives (clause de réexamen).....	32
18.3 Obligations de confidentialité - Protection des données personnelles - Mesures de sécurité	33
18.4 Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier	33
Article 19 – Assurances	33
Article 20 – Dématérialisation de l'exécution des marchés	34
Article 21 - Dérogations aux documents généraux.....	34

1.1 Objet

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un groupement Hospitalier de territoire.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Montpellier comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Par ailleurs, a été constituée une direction commune entre le CHU de Montpellier, le CH de Clermont l'Hérault et l'EHPAD Jean Périodier en date du 03 juillet 2025.

Ce GHT est composé des 10 établissements suivants :

- CHU de Montpellier,
- Hôpitaux du bassin de Thau,
- CH de Clermont l'Hérault,
- CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-Bains,
- CH de Lodève,
- CH de Lunel,
- CH de Millau,
- EHPAD les Terrasses des Causses de Millau
- CH Emile Borel de Saint-Affrique,
- CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron.

Ainsi, cette convention confie au CHU de Montpellier la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, décision de révision des prix, conclusion de modifications de marché public, décision de résiliation).

Les spécificités de chaque établissement membre sont précisées dans les pièces de marché.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, ...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme CHU de Montpellier désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Procédure adaptée, passée en application des articles L.2120-1 2°, L. 2123-1, R. 2123-1, R 2123-4 à 6 et R. 2131-12 du code de la commande publique, portant sur les prestations désignées ci-après :

CONCEPTION ET CONSTRUCTION NEUVE D'UN HOPITAL DE JOUR/ CONSULTATIONS POLE CANCEROLOGIE, MEDECINE SUR LE SITE SAINT ELOI

LOT N° 2 - MISSION DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

En application de la loi du 31 Décembre 1993 et des textes pris pour son application, la mission est de **catégorie 1** au sens de l'article R 238-8 du Code du Travail.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

L'opération concerne uniquement le CHU de Montpellier et, est réalisée dans le cadre d'un Marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation.

Le projet permettra la réunification en un bâtiment unique des activités HJ (hôpital de jour) et CS (consultations) de plusieurs services du pôle cancérologie, médecine interne et immunologie.

L'opération s'implantera en lieu et place de l'actuel bâtiment 10 de Saint-Eloi. Ce dernier s'implante sur 3 niveaux (rez-de-chaussée bas, rez-de-chaussée et étage R+1) et a été libéré de toute occupation en 2025.

La démolition du bâtiment 10 ne sera pas comprise dans la présente opération. Elle sera réalisée au préalable afin d'aménager temporairement des places de stationnement véhicules complémentaires sur le site de Saint- Eloi (date prévisionnelle des travaux : de juin à décembre 2025).

1.2 Décomposition du marché public

1.2-1 Lots

Le marché public est décomposé en 2 lots définis comme suit :

Lot n°1 – Mission de Contrôle Technique (CT)

Lot n° 2 – Mission de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)

Le présent CCP a pour objet les missions du lot 2 Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (CSPS).

1.2-2 Phases

Le marché fait l'objet de plusieurs phases et sous-phases ;

Phase consultation du Marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation :

Sous-phase 0 : Avis sur le Programme et ses annexes

Analyse des offres des candidats sélectionnés (offres initiales et finales négociées) et réunion de travail.

Phase Etudes de Conception :

Sous-Phase 1 : Etudes d'Avant-Projet (mise au point APS, AVP et les différentes démarches administratives pour obtenir le Permis de Construire et autres dossiers administratifs nécessaire au projet)

Sous-Phase 2 : Etudes de projet (PRO)

Sous-Phase 3 : Prestations diverses avant travaux

Phase Réalisation des Travaux et achèvement :

Sous-Phase 4 : Réalisation des travaux mises à disposition et Réception

Sous-Phase 5 : Achèvement de la mission de CSPS

1.3 Forme et durée

Chaque lot fera l'objet d'un marché conclu pour une durée prévisionnelle de **53 mois** à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. La date prévisionnelle de commencement des prestations du lot 2 « CSPS » est fixée au mois de **janvier 2026**.

La durée du marché se décompose comme suit :

Consultation du Marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation : 10 mois (janvier/ octobre 2026) – durée prévisionnelle

Etudes de conception (consolidation APS/DIAG, AVP1/AVP2*, PRO) : 10 mois

Réalisation des travaux : 21 mois (compris études EXE, préparation chantier, OPR et levée de réserves)

Garantie de Parfait Achèvement : 12 mois

**AVP1 : Autorisations administratives (établissement des demandes, dossiers complémentaires et déclarations nécessaires, relevant de la compétence de la maîtrise d'oeuvre et nécessaires à l'obtention du permis de construire ainsi que l'assistance apportée au Maître d'Ouvrage au cours de leur instruction, jusqu'à leur obtention)*

AVP2 : APD - Etudes d'Avant-Projet Définitif

1.4 Coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel du marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation est estimé à 14 300 000 € HT (valeur juillet 2025)

1.5 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement titulaire du Marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation.

1.6 Conduite d'opération

Le CHU de Montpellier a nommé un ATMO (Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage) qui assistera le CHU depuis la réalisation du Pré-Programme jusqu'à la fin de la Garantie de Parfait Achèvement. Cette mission est confiée au groupement : [A2MO \(mandataire\)](#) - CVS. Il agira également comme conducteur d'opération.

1.7 Ordonnancement, Pilotage, Coordination

La mission d'OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination) sera confiée au groupement du marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation.

1.8 Contrôle technique

En cours de désignation dans le cadre du lot 1 de la consultation.

1.9 Coordination S.S.I.

La mission CSSI sera confiée au groupement du Marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation.

1.10 Cotraitance

Les candidats peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence. Tout groupement retenu devra prendre la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

1.11 Sous-traitance

Dans l'exercice même de ses missions, le coordonnateur sécurité ne peut en aucun cas faire l'objet d'une sous-traitance dans la mesure où il s'agit d'un contrat intuitu personae conclu entre le maître d'ouvrage et la personne physique habilitée en son propre nom ou au nom de l'organisme qui l'emploie.

1.12 Le respect des principes de la république (Laïcité et Neutralité)

Sans objet

1.13 Réexamen du marché public

1.13-1 Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative

1.13-1.1 Evolution technologique ou technique

En cas d'évolution technologique, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses en cours d'exécution du marché public, le titulaire aura la possibilité, après accord du Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier de modifier ou remplacer les fournitures ou services objets du marché public par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, l'administration se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 38 du CCAG-PI.

1.13-1.2 Evolution réglementaire ou législative

Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier et/ou sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

Application de l'article 6.2 du CCAG PI : Changement de la réglementation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une modification de marchés public par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Application de l'article 7.2 du CCAG PI : En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une modification de marchés public par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

L'acheteur pourra modifier le marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation, en application des articles L. 2194-1 1°, R. 2194-1 du code de la commande publique. En cas de refus de la part du titulaire, le marché public sera résilié sans indemnisation.

1.13.3 Evolutions du périmètre du marché public

1.13.3.1 Modification du périmètre du marché

Le périmètre des missions du CSPS (article 1-1 du présent CCP) confié au titulaire est susceptible d'évoluer en cours de marché public en fonction de la conception de bâtiment.

Cette évolution fera l'objet d'une modification de marchés publics.

1.13.3.2 Modification calendrier d'exécution

Le calendrier d'exécution est susceptible de varier durant l'exécution du marché public en ce qui concerne les délais des phases « Etudes de conception » et « réalisation de travaux » qui peuvent évoluer en fonction de la conception du bâtiment et des aléas de chantier.

Le nouveau calendrier/phasage sera notifié au titulaire par le RPA.

1.13.4 Cession de marché ou modification de la composition du groupement (clause de réexamen)

En dehors des cas de cession de marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (Articles L. 2194-1 et R. 2194-6 2° du code de la commande publique), le changement du titulaire en cours de marché public est autorisé pour d'autres cas de cession tels la défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou le décès du titulaire.

De même, en cas de groupement, en dehors des cas de restructuration de société, la composition du groupement pourra être modifiée dans les cas suivants :

Cas de défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) d'un cotraitant,

Cas de décès d'un cotraitant,

Cas d'impossibilité pour un cotraitant d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait,

Cas de départ d'un cotraitant suite à un empêchement personnel qui ne lui permet pas de continuer à exécuter le marché.

Le départ d'un des membres du groupement pourra être autorisé par l'Acheteur dans les conditions suivantes :

-Le cotraitant devra prévenir l'acheteur de sa volonté de quitter le groupement par lettre motivée avec accusé de réception ;

-L'ensemble des membres du groupement doit autoriser le départ par écrit

-Le mandataire du groupement doit être en capacité de se substituer à ce cotraitant, ou, en l'absence de cette capacité de sous-traiter la part du cotraitant à une entreprise disposant des mêmes capacités. -

L'acheteur se prononce dans les 21 jours sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation. Le nouveau groupement doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Ces changements feront l'objet de modifications de marchés publics.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

En cas de refus de la part de l'acheteur le marché sera résilié de plein droit sans indemnités.

En application de l'Article 3.5.4 du CCAG PI. En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

1.13.5 Remplacement de la personne nommément désignée pour exécuter les prestations

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;

- proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée. Les informations, avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG PI. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG PI.

L'acte d'engagement indique les noms des personnels intervenants (CSPS et suppléant(s)).

Article 2 - Documents contractuels

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, **par dérogation** à l'article 4 du CCAG-PI :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes complétées :
 - l'annexe 1 (décomposition du Prix et du Temps d'intervention)
 - la décision du pouvoir adjudicateur
 - le cadre des échanges le cas échéant
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (lot 2) et ses annexes dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi :
 - Annexe 1 : Obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers
 - Annexe 2 : Les recommandations du Comité de Lutte contre l'Infection Nosocomiale (CLIN)
 - Annexe 3 : La Convention d'Interchange relative à l'utilisation de la plateforme « E-Project »
 - Annexe 4 Développement durable
- L'Annexe B « Informations relatives à l'ouvrage »
- Le Programme de l'opération (fonctionnel et Technique) (Tome 1 à 3)
- Les PTD CHU
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de contrôle technique approuvé par le décret N° 99-443 du 28 mai 1999 ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles issu du texte n° 21 de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021.
- Le règlement intérieur du CHU de Montpellier (non joint mais consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>)
- l'offre technique du titulaire (comprenant le cadre de réponse)

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-PI, seul l'acte d'engagement et ses annexes font l'objet d'une notification au titulaire.

NOTA : Tout document interne à la société non listé dans la liste des pièces contractuelles (tel que les conditions générales de ventes par exemple) est réputé nul en ce qu'il contrevient aux dispositions ci-dessus. Tout ajout d'éléments contraires aux dispositions de ces dernières au sein d'un de ces documents est interdit et pourra entraîner le rejet de l'offre pour irrégularité.

Article 3 - Utilisation des résultats

Il sera fait application des articles 32 à 35 du CCAG PI.

Article 4 – Autorité - moyens - conditions d'exécution

4.1 Principes généraux

Le coordonnateur S.P.S. veille à ce que les principes généraux de prévention définis par l'article L.4121-2 du Code du travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur S.P.S. ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, sous réserve des dispositions de l'article 5 du présent CCP.

L'intervention du coordonnateur S.P.S. ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

4.2 Spécificités techniques de l'opération

L'attention du coordonnateur S.P.S. est attirée sur le fait que le chantier peut se dérouler dans un établissement en activité. Le déroulement du chantier ne devra pas gêner le bon fonctionnement de l'établissement. En particulier les circulations des malades, personnels et visiteurs ne devront pas être interrompues.

4.3 Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le mandataire du groupement titulaire du marché global sectoriel de conception-réalisation sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de Coordination (R.J.C.). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au registre-journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur S.P.S., sont également consignées dans le registre-journal.

Tout différend entre le coordonnateur S.P.S. et l'un des intervenants cités à l'article 1 du présent CCP est soumis au maître d'ouvrage.

4.4 Moyens donnés au coordonnateur SPS

A/Libre accès

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès :

- * au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- * au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du concepteur-réalisateur pour ses différentes réunions.

B/Obligations du maître d'ouvrage

- Le Maître d'Ouvrage communique au coordonnateur SPS

* au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants mentionnés à l'article 1 du présent CCP ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels.

Il tient à disposition leurs contrats ;

- Le maître d'ouvrage remet au coordonnateur S.P.S. :

* tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.), notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) dès qu'il est établi.

Le maître d'ouvrage informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

C/ Dispositions prises par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur S.P.S. :

- * L'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- * Tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- * Les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levée de réserves ;
- * L'ensemble des documents et ordres de service relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- * Les copies des déclarations d'accident du travail ;
- * par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes, qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- * Par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

Le maître d'ouvrage prend également toutes mesures pour que le coordonnateur S.P.S. soit informé :

- * De toutes les réunions organisées par les intervenants définis à l'article 1 du présent CCP, auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.
- * De l'intervention de toute entreprise au titre de la "garantie de parfait achèvement" (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG - Travaux ;

Il prend également toutes dispositions pour que le coordonnateur S.P.S. puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, concepteur, bureau de contrôle technique...) et en particulier :

- Les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le groupement de maîtrise d'œuvre en vue de leurs intégrations dans le PGC.
- Par les entreprises tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS).

4.5 Conditions d'exécution

A compter des dates fixées à l'article 3 du décret N° 94-1159 du 26/12/94, la personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de S.P.S. doit, en permanence, pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire (décret n°2011-39 du 10 janvier 2011).

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur S.P.S.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique que par le suppléant mentionné dans l'acte d'engagement qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

En cas d'indisponibilité du titulaire et du suppléant le remplacement de ces personnes s'applique selon les modalités prévues à l'article 1.13.5 du présent CCP.

4.6 Décomposition de la mission

4.6-1 Décomposition en phase Consultation du Marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation (jury)

Dix jours à compter de la remise du programme et des annexes par le maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS doit remettre son avis sur le document.

Dix jours à compter de la remise des offres des candidats (initiales et finales après négociation), le coordonnateur SPS doit remettre son avis sur les offres.

4.6-2 Décomposition en phase de conception

4.6-2-1 Modalités pratiques de coopération

Dix jours à compter du démarrage des prestations, le coordonnateur S.P.S. propose au maître d'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission.

Sur la base de ces propositions, le maître d'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, y compris au présent marché.

4.6-2-2 Registre journal de coordination (R.J.C.)

Conformément aux articles R 4532-12 et R 4532-38 du Code du travail, le coordonnateur S.P.S. ouvre le Registre Journal de la Coordination. Ce Registre Journal doit être ouvert dans les 10 jours à compter du démarrage des prestations. Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur S.P.S. consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés et le concepteur tous les événements liés à la sécurité et à la Protection de la santé des travailleurs.

Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence.

En phase de conception sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressants la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données.

4.6-2-3 Interférences avec les activités d'exploitation

Pour les travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître d'ouvrage et le coordonnateur S.P.S. prennent les mesures édictées par l'article R. 4532-14 a du Code du travail.

Suite à l'inspection commune avec les chefs d'établissements concernés et après concertation avec eux, le coordonnateur S.P.S. propose au maître d'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. Après accord du maître d'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le coordonnateur S.P.S. propose également au maître d'ouvrage les dispositions à soumettre à l'autorité compétente pour qu'elle arrête les conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage pendant les travaux.

4.6-2-4 Documents en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S) commence à être établi. Son cadre est défini par les articles R 4532-44 à 46 du Code du Travail.

Il porte également sur les mesures prévues aux articles R4533-1 à 5 relatifs aux Voies et Réseaux Divers (V.R.D) du chantier.

Le coordonnateur S.P.S. commence à élaborer le P.G.C.S.P.S dès la phase étude de conception du projet.

4.6-2-5 Accès au chantier

Le coordonnateur S.P.S. détermine dans le P.G.C.S.P.S. les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

4.6-2-6 Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (D.I.U.O)

Son cadre est défini par l'article R.4532-95 et 96 du Code du travail.

Le D.I.U.O. élaboré par le coordonnateur SPS rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Il précise en particulier, à titre d'exemples, les dispositions prises :

- * pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture ;
- * pour l'accès en couverture et notamment :
 - les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ;
 - les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes ;
 - les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes ;
- * pour faciliter les travaux d'entretien intérieur et notamment pour :
 - les ravalements des halls de grande hauteur ;
 - les accès aux cabines d'ascenseurs
 - les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire.
- * pour les interventions de remplacement de l'IRM

Il indique en outre, lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet, les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien.

4.6-2-7 Mesures de sécurité du chantier

Le coordonnateur S.P.S. définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier. Les interfaces entre chantier et site en activité devront être prises en compte en permanence.

4.6-2-8 Collège Interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T)

Il est constitué et organisé en application des articles L4532-10 à 15 et R4532-77 et des articles suivant du Code du travail (R4532-78 à R4532-94). Le coordonnateur S.P.S. élabore le projet de règlement du collège et le remet concomitamment au plan général de coordination dans un délai de 9 jours à compter de la réception du PRO.

4.6-2-9 Avis sur les documents d'étude

Le coordonnateur S.P.S, à compter de la réception de chaque document d'étude, a un délai pour rendre son avis écrit au maître d'ouvrage. Ces délais sont stipulés à l'article 6 du présent CCP.

4.6-3 Décomposition de la mission en phase de réalisation

4.6-3-1 Dossier d'Intervention Ulérieure des ouvrages (D.I.U.O)

Son cadre est défini par l'article R.4532-95 et 96 du Code du travail.

Le D.I.U.O. élaboré par le coordonnateur SPS rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Il précise en particulier, à titre d'exemples, les dispositions prises :

- * pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture ;
- * pour l'accès en couverture et notamment :
 - les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ;
 - les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes ;
 - les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes ;
- * pour faciliter les travaux d'entretien intérieur et notamment pour :
 - les ravalements des halls de grande hauteur ;
 - les accès aux cabines d'ascenseurs
 - les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire.
- * pour les interventions de remplacement de l'IRM

Il indique en outre, lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet, les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le D.I.U.O. au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 10 jours à partir de la remise par le maître d'ouvrage du dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) pour assurer la cohérence avec le D.I.U.O. et le lui remettre (article 6 du présent CCP).

En cas de réceptions partielles, le maître d'ouvrage peut demander un D.I.U.O. partiel qui doit lui être remis dans un délai de 10 jours.

4.6-3-2 Mesures de sécurité du chantier

Comme en phase conception, le coordonnateur S.P.S. définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

Le coordonnateur S.P.S. organise avec les entreprises, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

A cet effet, il doit notamment procéder, avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune.

Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur S.P.S. le juge nécessaire.

Le compte-rendu des inspections communes avec les entreprises ainsi que la mise à jour du tableau de suivi des visites doivent être effectués dans les 24 heures suivant la date de visite d'inspection commune de l'entreprise concernée.

4.6-3-3 Collège Interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T)

Le coordonnateur S.P.S. propose au maître d'ouvrage la constitution du C.I.S.S.C.T. dans les 7 jours qui suivent le début de la première période de préparation des travaux, ainsi que toutes modifications ultérieures.

Le coordonnateur S.P.S. assure la présidence et le fonctionnement du C.I.S.S.C.T. conformément aux dispositions de l'article R4532-84 et suivants du Code du travail.

Le coordonnateur S.P.S. transmet le règlement, dès son adoption à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, au comité régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP) et à l'organisme de Sécurité Sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du collège est joint à cette transmission. Le procès-verbal mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

Le coordonnateur S.P.S. assure l'envoi des procès-verbaux des réunions du collège dans un délai de 2 jours aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, aux délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier.

Le coordonnateur S.P.S. est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions du travail ou, à défaut, par les délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier, suivant les modalités fixées par le règlement du collège.

4.6-3-4 Application des mesures de coordination

Le coordonnateur S.P.S. veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

4.6-3-5 Documents en matière de sécurité et de protection de la santé

Le coordonnateur S.P.S. complète et adapte le P.G.C.S.P.S. en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au Registre Journal de la Coordination. Ces compléments et adaptations doivent être réalisés dans un délai de 5 jours à compter du fait générateur justifiant la mise à jour du P.G.C.S.P.S.

Il communique au fur et à mesure ces modifications au concepteur-réalisateur.

Le coordonnateur S.P.S. harmonise et intègre dans le P.G.C.S.P.S. au fur et à mesure de leur élaboration les P.P.S.P.S et en avise immédiatement le maître d'ouvrage, l'ATMO et le concepteur-réalisateur.

4.6-3-6 Registre Journal de la Coordination (R.J.C)

Le coordonnateur S.P.S. transmet au maître d'ouvrage et au concepteur-réalisateur les compléments apportés au R.J.C depuis la dernière visite dans les 24 heures à compter de chaque visite. Le coordonnateur S.P.S complète et fait viser le R.J.C. tel qu'il est défini à l'article 4.3.2 du présent CCP conformément aux articles R.4532-38 à 41 du Code du travail.

4.6-3-7 Accès au chantier

Le coordonnateur S.P.S prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

4.6-3-8 Interférences avec les activités d'exploitation

Lorsque les travaux portent sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître d'ouvrage et le coordonnateur S.P.S. prennent toutes les mesures édictées par l'article R.238-18-4 b du Code du travail.

Le coordonnateur S.P.S. propose au maître d'ouvrage les adaptations à apporter aux modalités d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage.

4.6-3-9 Avis sur les documents d'exécution des ouvrages

Pour mener à bien sa mission, s'il l'estime nécessaire, le coordonnateur S.P.S. émet des observations écrites au maître d'ouvrage sur tous documents d'exécution. Le coordonnateur S.P.S dispose d'un délai de 5 jours, à compter de la réception de chaque document d'étude d'exécution pour formuler un avis écrit au maître d'ouvrage.

4.7 Présence du coordonnateur SPS

Le coordonnateur sera dans l'obligation de participer au minimum à :

Eléments de mission	Temps minimum passés
Participation, aux réunions de travail depuis la phase programme jusqu'à la mise au point du marché avec le titulaire du marché global Sectoriel de Conception-Réalisation	Au minimum 3 réunions de 2 heures minimum
Participation aux réunions en phase études (conception et exécution) :	Au moins une (01) réunion de 2 heures minimum tous les mois pendant 10 mois
Visites de chantier inopinées en dehors des réunions de chantier (jour distinct du jour de la réunion de chantier) :	Au moins une (01) visite de chantier inopinées par semaine (1 heure minimum par visite) pendant 19 mois de chantier y compris période de préparation
Participation aux réunions de chantier en phase travaux :	Au moins une (01) réunion par semaine (1 heure minimum par réunion) pendant 21 mois de travaux y compris période de préparation et période de réception

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur SPS remet au maître de l'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier.

Par ailleurs, le coordonnateur devra effectuer des visites inopinées de chantier en dehors des réunions hebdomadaires. Chacune de ces visites devra être consignée sur le registre journal.

Lors de chaque visite (réunion de chantier et visites inopinées), le CSPS rédigera un compte rendu écrit qu'il transmettra au Maître d'ouvrage, à l'ATMO, au mandataire du groupement du marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation et entreprises concernées par les remarques.

Si toutefois la visite de chantier ne donne pas lieu à des remarques, le CSPS transmettra quand même un compte rendu de visite.

NOTA IMPORTANT :

Les temps et nombres de visites indiqués ci-dessus sont des minimas à respecter. Il appartient néanmoins au coordonnateur SPS d'estimer au plus juste les temps consacrés qui lui semblent nécessaires pour la bonne exécution de sa mission au regard des obligations légales et de ses obligations professionnelles.

Pour des questions de commodités de calcul, il est admis qu'un mois est composé de 4 semaines.

4.8 Ordres de service

Par dérogation à l'article 2 du CCAG-PI, les décisions relatives aux modalités d'exécution du marché public ne sont pas prises sous la forme d'ordre de service.

Article 5 - Durée des interventions

Le début de l'intervention du coordonnateur SPS sera à compter de la date de démarrage fixée par ordre de service.

Les interventions du coordonnateur SPS s'achèveront à la remise du DIUO.

Article 6 - Délais de remise des documents

Les délais relatifs à la remise des différents documents sont les suivants :

Document à établir	Délai d'établissement en jours calendaires	Fait générateur
Phase Concours « Conception-Réalisation »		
Avis sur le programme du marché global sectoriel de conception réalisation et ses annexes	Dix (10) jours	Date de réception du document à examiner
Avis sur les offres des candidats (initiales et finales négociées)	Dix (10) jours	Date de réception du document à examiner
Phase Conception		
Ouverture du registre-journal du projet	dix (10) jours	Ordre de service de Démarrage de la prestation
Projet de dossier des interventions ultérieures sur les ouvrages (DIUO)	neuf (09) jours	Date de réception de l'AVP2
Avis sur les études d'avant-projet détaillé (AVP2)	neuf (09) jours	Date de réception de l'AVP2

Document à établir	Délai d'établissement en jours calendaires	Fait générateur
Projet de plan général de coordination (PGC)	neuf (09) jours	Date de réception de l'AVP2
Avis sur les études de projet (PRO)	neuf (09) jours	Date de réception du PRO
Dossier des interventions ultérieures sur les ouvrages (DIUO)	neuf (09) jours	Date de réception du PRO
Plan général de coordination (PGC) et notice de coordination (NOT)	trente (30) jours	Date de démarrage de la phase PRO du concepteur / réalisateur
Avis sur compléments éventuels aux études de projet (PRO) et projet de règlement CISSCT	cinq (05) jours	Date de réception du document à examiner
Déclaration préalable (DP)	dix (10) jours	Deux (02) mois avant la date prévisionnelle du début de l'exécution des travaux
Phase Réalisation		
Compte-rendu de l'inspection commune avec le maître d'ouvrage	cinq (05) jours	Date de la visite avec le maître de l'ouvrage
Proposition de constitution du CISSCT au MO	Sept (07) jours	Date de démarrage de la période d'épréparation des travaux
Mises à jour des registres journal	24 heures	Date de chaque visite du CSPS
Avis sur les documents d'exécution	Cinq (05) jours	Date de réception du document à examiner
Mise à jour du PGC	Cinq (05) jours	Date du fait générateur justifiant la mise à jour du PGC
Mise à jour du PDCO	cinq (05) jours	Date du fait générateur justifiant la mise à jour du PDCO
Comptes rendus des inspections communes avec les entreprises et tableau de suivi des visites à jour	24 heures	Date de visite d'inspection commune de l'entreprise concernée
Compte rendu des réunions de coordination des CSPS	cinq (05) jours	Date de convocation à la réunion de coordination des CSPS
DIUO provisoire lors des mises à disposition permettant l'entretien du bâtiment durant la phase à suivre.	Dix (10) jours	Date de réalisation des opérations de mises à disposition
Dossier définitif des interventions ultérieures sur les ouvrages (DIUO)	dix (10) jours	Date de réception du Dossier des Ouvrage Exécutés (DOE)
Mises à jour du DIUO	cinq (05) jours	Date du fait générateur justifiant la mise à jour du DIUO

Tous les documents sont à remettre sous format électronique directement à l'ensemble des intervenants concernés (sans limite de nombre)

L'ensemble des documents produits par le titulaire au titre du présent marché est rédigé en langue française.

Pour des questions de commodités, il est admis qu'un mois est composé de 4 semaines.

7.1 Pénalités de retard

En application de l'article 14 du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par rapport à la date d'exécution qui figure au planning, l'acheteur informe le titulaire du montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, du ou des retards concernés et invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, les pénalités pour retard s'appliquent. Il sera appliqué, une pénalité de retard de **150 €** net par jour calendaire de retard pour les éléments suivants :

- a) Retard par rapport à la date d'intervention
- b) Retard par rapport au délai d'exécution
- c) Retard par rapport à la remise de tout document exigé par le pouvoir adjudicateur pour la bonne exécution de la prestation (de remise d'un devis, d'un avis, d'un document, d'une proposition, d'une attestation, d'un rapport...).

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités

7.2 Pénalités pour retard dans la remise des documents

En application de l'article 14 du CCAG-PI, il sera appliqué, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par rapport à la date d'exécution qui figure au planning, l'acheteur informe le titulaire du montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, du ou des retards concernés et invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, les pénalités pour retard s'appliquent. Il sera appliqué, une pénalité de retard de **150 €** net par jour calendaire de retard pour la remise des documents définis à l'article 6 du présent CCP.

Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

7.3 Pénalités pour absence aux réunions de chantier et aux visites inopinées

La pénalité est fixée à **300 €** net par absence aux réunions de chantier et par absence aux visites inopinées sans mise en demeure préalable.

Cette pénalité s'applique aussi aux convocations faites par le maître d'ouvrage ou son ATMO pour une réunion ou une intervention sur chantier autre que les réunions de chantier et visites inopinées.

Toute absence à plus de 2 réunions de chantier et/ou à plus de six visites inopinées laissera la possibilité au CHU de résilier le marché aux torts exclusifs du cocontractant sans indemnité.

7.4 Pénalités pour absence de présentation d'un remplaçant qualifié ou en cas de rupture de continuité de service dans le cadre de sa mission

En cas de retard dans la présentation d'un CSPS désigné dans l'acte d'engagement, la pénalité est fixée à **500 €** net par jour calendaire d'absence de présentation d'un nouveau coordonnateur SPS.

7.5 Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant

Sans objet

7.6 Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance

Sans objet

7.7 Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers

7.7-1 Pénalités relatives à la déclaration de détachement

L'absence de déclaration de détachement de salariés étrangers sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1 500 € sur simple constat du représentant du maître d'ouvrage ou de son ATMO.

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, de la déclaration de détachement, expose l'entrepreneur à une pénalité de 1 500 €.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

7.7-2 Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers

Tout manquement aux obligations en matière de détachement de salariés étrangers sera sanctionné par l'application d'une pénalité de 1 500 € sur simple constat du maître d'ouvrage ou de son ATMO.

7.8 Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail

Le défaut de communication, à la notification du marché ou, en cours d'exécution, dans les 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage ou de son ATMO, de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail telle que mentionnée à l'article 17.1 du présent CCP expose le titulaire à une pénalité journalière de 1 500 €.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

7.9 Pénalités relatives au contrôle par le coordonnateur SPS du personnel des entreprises

L'absence de contrôle de l'identification des personnels des entreprises sur la base de la vérification des cartes d'identification professionnelles PRO BTP, dans le cadre des visites de chantier, sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1 500 € sur simple constat du maître d'ouvrage ou de son ATMO.

7.10 Pénalités relatives au contrôle par le coordonnateur SPS de l'affichage dans le cadre du détachement de salariés étrangers

Le CSPS doit signaler au maître d'ouvrage tout manquement à l'obligation d'affichage par les entreprises qui détachent des salariés étrangers.

Tout manquement à cette obligation de signalement sera sanctionné par l'application d'une pénalité de 1 500 € sur simple constat du maître d'ouvrage ou de son ATMO.

7.11 Pénalités applicables pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

En cas de violation du règlement intérieur du CHUM, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros net par manquements constatés.

7.12 Pénalités pour non-respect des principes de la République

Sans objet

7.13 Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale :

Se reporter à l'annexe4 du CCP « développement durable »

Article 8 – Modalités de détermination des prix

8.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global et forfaitaire. Le titulaire est rémunéré sous forme d'un prix forfaitaire fondé sur les conditions économiques du mois Mo (date limite de remise des offres).

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'exécution des prestations (reprographie, secrétariat, frais de déplacement sur site, assurances).

Il est entendu que le nombre d'heures sur site chiffré correspondra à des heures effectivement réalisées sur le site. Les heures liées aux déplacements n'auront pas à être chiffrées car intégrées dans le coût horaire sur site.

Cette rémunération comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission (**c'est à dire notamment les coûts concernant les temps de présence minimaux imposés et les heures supplémentaires s'il y a lieu. Ces dernières font partie intégrante du prix global et forfaitaire et ne pourront en aucun cas faire l'objet d'une rémunération complémentaire**).

Le forfait de rémunération reste inchangé en cas d'évolution de la durée des travaux, dans la limite de 3 mois en plus par rapport à la durée mentionnée à l'article 1-3 du présent CCP.

Au-delà de 3 mois, le forfait de rémunération sera revalorisé et il sera appliqué par mois supplémentaire le prix forfaitaire mensuel fixé dans l'acte d'engagement (montant "coût mensuel"). Toutefois seules ouvrent droit à une revalorisation les durées effectives de chantier, déduction faite des périodes d'arrêt de chantier.

Nota :

L'augmentation du montant des travaux en cours de chantier n'entraîne pas automatiquement une augmentation de rémunération du titulaire.

8.2 Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des études faisant l'objet du marché est l'index **ING Ingénierie** publié sur le site de l'INSEE : [Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 | Insee..](#)

Les prix des prestations sont révisables à la date anniversaire de la notification du marché public selon la formule suivante:

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 I / I_0)$$

Dans laquelle les paramètres I_0 et I sont les valeurs prises respectivement au mois zéro (mois de la date limite de remise des offres) et la valeur finale de l'indice à la date de demande de révision (dernier indice connu). Les indices utilisés seront les derniers indices connus.

P : représente le prix révisé

P_0 : représente le prix initial

I : représente la valeur finale de l'indice à la date de demande de révision

I_0 : représente la valeur finale de l'indice à la date limite de remise des offres / mois de la date limite de remise des offres finale

Les calculs du prix seront effectués avec deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

* si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

* si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales.

8.3 Arrêt d'une série chronologique d'indices

En cas d'arrêt d'une série chronologique d'indices :

3 cas

Cas 1 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et propose un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le nouvel indice est alors calculé par application de la formule suivante :

Valeur du nouvel indice à la date t : $VPT \times C$

Dans laquelle :

VPT représente la valeur définitive à la date t de la série poursuivante ;

C représente la valeur du coefficient de raccordement fourni, avec le nombre de décimales fournies

Cas 2 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et ne propose pas un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le coefficient de raccordement C , est alors calculé selon la formule suivante :

$$C = V_a / V_p$$

Dans laquelle :

V_a représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

V_p représente la valeur de la série poursuivante à la même date.

Cas 3 :

Soit le site ne propose pas de série poursuivante :

La série arrêtée est poursuivie par une nouvelle série choisie en accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur avec application d'un coefficient de raccordement C calculé selon la formule suivante :

$$C = V_a / V_p$$

Dans laquelle :

V_a représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

V_p représente la valeur de la nouvelle série à la même date.

La nouvelle série fera l'objet d'une modification de marché public

8.4 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au fournisseur et à ses cotraitants.

Article 9 – Avance

Le titulaire et son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R.2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 est fixé à 20%

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %

Les modalités de versement de l'avance sont les suivantes :

Le montant de l'avance sera réglé en totalité dans un délai de 50 jours maximum à compter de la notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage, et au plus tard, avant le paiement du premier acompte.

L'avance sera résorbée au prorata de l'avancement dès le premier acompte/paiement et devra être remboursée en totalité lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint 90 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Montant cumulé de la résorption = Montant de l'avance x (% d'avancement des prestations/90)

Article 10 – Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L 2191-4 et R 2191-20 à 29 du Code de la Commande Publique.

11.1 Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R.2192-11 du Code de la Commande Publique.

L'intervalle entre deux acomptes successifs sera égal à 1 mois minimum. Le montant de chaque acompte sera vérifié par le représentant du pouvoir adjudicateur en considération de l'avancement des prestations (études : conception/ chantier : travaux) comprenant la validation préalable des rendus/avis ; l'acompte fera ressortir les prestations réalisées objet de l'acompte.

Pour le versement du solde, le CSPS adressera son projet de décompte à la plus tardive des 2 dates suivantes :

A la remise du DIUO

A la levée des dernières réserves.

11.2 Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-PI et selon les modalités définies ci-dessous.

Les demandes de paiement devront être présentées en cumulé et faire apparaître distinctement pour chaque élément de mission :

- l'avancement cumulé,
- les sommes déjà réglées,
- le montant de l'acompte à verser

1/ Facture électronique



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.



Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour tous les fournisseurs de la sphère publique via la plateforme Chorus Pro.

2/ Dépôt de la facture électronique :



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Afin de sécuriser et fiabiliser la gestion des marchés de travaux, le CHU de Montpellier a décidé la mise en œuvre d'une plate-forme de gestion financière des marchés, plate-forme collaborative de gestion de projets de constructions avec un module de gestion financière des marchés.

Le système retenu est le système « E-Project » de la Sté « FORMI-SA » comprenant un module de gestion financière des marchés.

Aussi, l'établissement des acomptes ou décomptes du présent marché, leur transmission au Maître d'Ouvrage et les visas nécessaires à leur règlement sont gérés électroniquement via la solution de dématérialisation E-Project.

CETTE PLATEFORME DE GESTION FINANCIERE FERA LE LIEN AVEC CHORUS PRO COMME CELA EST EXPLICITE CI-DESSOUS

Obligation du titulaire et des cotraitants

Le titulaire a l'obligation d'utiliser, les systèmes d'échange électronique et de gestion financière des marchés selon la convention d'Interchange.

Chaque entreprise devra désigner et former au moins un opérateur chargé d'utiliser le service d'échange.

La DPGF devra obligatoirement être fournie au format compatible avec la plate-forme avant le début de la facturation de leur marché.

Ce format sera communiqué dès la signature du marché.

Le dépôt de la DPGF sera effectué sur la plate-forme par l'entreprise, l'acceptation de la DPGF donnera à l'entreprise la possibilité de déposer sa situation.

Chaque entrepreneur pourra donc :

- Consulter les conditions financières de leur marché et leur DPGF
- Présenter leurs situations par saisie de leur avancement des prestations et des montants à payer à leurs cotraitants
- Communiquer le numéro de la facture déposée sous CHORUS à la plateforme E-Project
- S'appuyer sur les calculs effectués pour l'élaboration du décompte mensuel. Il devra vérifier ces calculs et les coefficients de révision éventuellement utilisés
- Transmettre l'état d'acompte pour approbation

Afin de remplir ses obligations envers le Code de la Commande Publique, présentés ci-dessus, l'entreprise titulaire devra déposer sa situation dans Chorus et communiquer le numéro de la facture à l'application E-Project lors du dépôt de la situation.

Les éventuels cotraitants devront faire de même selon leur obligation par rapport à l'obligation de dépôt dans CHORUS.

Le SIRET de la MOE à communiquer lors du dépôt de la facture de travaux dans CHORUS sera le Siret de la société FORMI-SA société éditrice de la plate-forme E-Project.

Traitement du Flux Chorus à travers E-Project.

Afin de faciliter la gestion des factures déposées dans Chorus par le CHU, la plateforme E-Project dialogue avec l'application CHORUS de l'ETAT pour suivre les circuits de validation de la facture de situation dans CHORUS.

L'état CHORUS de l'ensemble de factures dont le numéro aura été communiqué à E-Project sera disponible sur la plate-forme E-Project.

- Dépôt de la facture dans CHORUS

Lors du dépôt des factures dans CHORUS, l'entreprise est dans l'obligation de préciser le numéro SIRET de la MOE. Le numéro SIRET à renseigner est celui de FORMI-SA, la société éditrice de la plateforme E-Project.

Grace à cette information, CHORUS n'attendra pas la validation des services faits ; cette validation se fera directement sur la plateforme E-Project.

- Dépôt de la situation dans E-Project

L'entreprise doit indiquer à E-Project le numéro de la facture déposée dans CHORUS lors du dépôt de la situation.

E-Project vérifie alors que cette facture existe bien dans CHORUS en tant que facture déposée par l'entreprise

- Dépôt par le maître d'ouvrage en fin de validation

Suite à la validation de la situation dans E-Project, le maître d'ouvrage peut déposer dans CHORUS, de manière totalement automatique, le montant final validé.

E-Project produit alors un « dossier de facturation » associant la première facture et la facture validée qu'il transmet à CHORUS comme étant la facture finale à payer.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement (TRVX) ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par le CHU (TRVX).

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail, en application de l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique.

Ce courrier d'information vaudra suspension du délai de paiement.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures / au jour de l'exécution du service.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Clause de réexamen

Il est précisé que les présentations des demandes de paiement peuvent être modifiées en cours d'exécution de marché public en ce qui concerne :

- les mentions obligatoires

Le titulaire sera informé de ces modifications par le RPA par courrier.

Dispositions particulières concernant le Décompte Général et Définitif (DGD) :

Dans un délai de trente jours à compter de la date à laquelle ce Décompte Général lui a été notifié, le titulaire dépose sur la plateforme le décompte général.

Le Décompte Général est rematérialisé.

Si la signature du Décompte Général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le Décompte Général et Définitif du marché public. La date de sa notification au Maître d'Ouvrage constitue le départ du délai de paiement.

Le délai de paiement du solde, hors révisions de prix définitives, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.

Le Maître d'Ouvrage notifie au titulaire le montant des révisions de prix au plus tard dix jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le Maître d'Ouvrage règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du Décompte Général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43.1 du CCAG-PI.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du Décompte Général sur lesquels les réserves ne portent pas.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

11.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, en application des dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique :

- des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai
- Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique :

le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,

Conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

11.4 Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie

Article 12 – Obligations en matière de Développement Durable

Se reporter à l'annexe 4 du CCP « Développement durable »

Article 13 - Arrêt des prestations en cours d'exécution

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases et sous-phases telles que définies à l'article 1-2-2 du présent CCP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donnera lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution de l'étude entraîne la résiliation du marché dans les conditions des articles 38.3 et 41.2 du CCAG-PI.

Article 14 – Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché public est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Article 15 – Litiges et Différends

15-1 - Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché conformément à l'article 43 du CCAG-PI.

15-2 - Attribution de compétence

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif compétent en application de l'article R.312-11 du code de justice administrative modifié pourra être saisi. Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

Article 16 – Résiliation et exécution par défaut

16.1 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public en application des dispositions des articles 36 à 42 du CCAG-PI.

Le marché public doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché public à ses torts. Les services compétents du CHU sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent l'acheteur qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché public sans indemnités.

Par dérogation à l'article 36 du CCAG PI, l'acheteur peut également résilier sans indemnité, le marché public pour tout motif d'intérêt général, et notamment en cas de passation d'un nouveau contrat plus adapté à l'évolution des besoins du service public hospitalier et à des conditions financières moins onéreuses (achats groupés).

L'acheteur peut également résilier le marché public pour événements liés au marché public (difficulté d'exécution du marché public, rejet des fournitures, dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes, lorsque la poursuite

de l'exécution des prestations implique une modification substantielle du marché ou supérieure à 50% de son montant initial. ...).

Conformément aux dispositions de l'article 41.5 du CCAG PI, la notification du décompte par l'acheteur au titulaire sera faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché. Le défaut de notification du décompte de résiliation dans ce délai constitue un différend au sens de l'article 3 du CCAG PI.

Si, lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire est dans l'impossibilité totale d'exécuter le contrat, le représentant de l'acheteur pourra prendre une décision de résiliation en vertu de l'article L.2195-2 du Code de la commande publique. Dans ce cadre, le titulaire sera indemnisé sur justification des dépenses engagées directement imputables à l'exécution des prestations non réalisées ou annulée du fait de cet événement. L'indemnité ne couvrira pas le manque à gagner.

Conformément aux dispositions de l'article 41.5 du CCAG PI, la notification du décompte par l'acheteur au titulaire sera faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché.

Cependant, lorsque le marché est résilié aux frais et risques du titulaire, par dérogation à l'article 41.5 du CCAG PI, le décompte de résiliation ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations objet du présent marché. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le défaut de notification du décompte de résiliation dans ce délai constitue un différend au sens de l'article 43.1 du CCAG PI.

16.2 Exécution par défaut

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public prononcée aux torts du titulaire, conformément à l'article 27 du CCAG-PI.

16.3 Sauvegarde, Redressement et liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au CHU. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-11-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 17 – Imprévision et circonstances imprévisibles

Incidence d'un événement imprévisible et extérieur aux parties sur la poursuite du contrat

17.1 Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution du marché, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

17.2 Modalités de poursuite du marché (clause de réexamen)

Afin de tenir compte des difficultés liées à cette circonstance imprévisible, les parties pourront convenir par voie de modification de marchés des modalités d'adaptation d'exécution du marché aux conditions économiques et techniques des matériaux, matières premières et de l'énergie strictement nécessaires pour faire face aux circonstances imprévisibles.

Ces modifications pourront porter, par exemple, la modification de programme, la modification des délais d'exécution ou du phasage mais ne pourront en aucun cas aboutir à un changement de la nature globale du marché

Aux fins de mise en œuvre du réexamen des conditions d'exécution technico-financières du marché, le titulaire : devra, dans les plus brefs délais suivant la survenance de l'évènement, transmettre un mémoire à l'acheteur justifiant la hausse des prix et/ou les difficultés d'approvisionnement ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique et initial du contrat.

Il est précisé que le réexamen du marché est circonscrit aux conséquences de la circonstance imprévisible et ne pourra être déclenché que si les conséquences de l'évènement entraînent une hausse conséquence.

17.3 La suspension du marché

Au regard du principe de continuité du service public de l'article L6 2° du Code de la commande publique, et en cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de ces circonstances imprévisibles, l'acheteur peut décider de suspendre son exécution.

En application de l'article 24 du CCAG-PI, lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG-PI.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de l'impossibilité dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de cet évènement. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

17.4 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché

En cas de poursuite d'exécution du marché, le titulaire du marché pourrait solliciter une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision qui ne sera possible que s'il est démontré que l'évènement était imprévisible dans son ampleur et qu'il a provoqué un déficit d'exploitation tel que l'économie générale du contrat en soit bouleversée.

La hausse des coûts ou la baisse de sa rémunération doit dépasser la marge qu'il devait anticiper comme constituant un risque normal ainsi que les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties lors de la passation du marché.

Etant entendu que la seule diminution de son profit ou un simple manque à gagner ne saurait faire l'objet d'une indemnisation et que l'indemnité accordée ne peut couvrir qu'une partie du déficit subi par le cocontractant de l'administration. Ce dernier doit en effet prendre à sa charge le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat. Il est rappelé que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de cette demande d'indemnisation, il appartient au titulaire d'apporter tous les justificatifs nécessaires permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite de l'exécution de son marché dans les conditions de l'offre initiale malgré les modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible, et notamment la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

En tout état de cause, aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur et le titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés ou que l'indemnisation n'a pas été acceptée.

17.5 Prolongation du marché

Si le présent marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'évènement, il pourra être prolongé par voie de modification de marché, au-delà de la durée prévue au présent CCP, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

Article 18 – Obligations du titulaire

18.1 Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion

Conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, le titulaire devra fournir au CHU, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché public, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5.

En application de l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire du marché doit être transmise dès la notification du marché et à la demande du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

18.2 Modification des données administratives (clause de réexamen)

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public à l'adresse suivante :

Et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire ;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché public notamment en cas de restructuration de l'entreprise. Dans ce dernier cas, si le pouvoir adjudicateur l'autorise, il modifiera le marché public.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

18.3 Obligations de confidentialité - Protection des données personnelles - Mesures de sécurité

Il est fait application des dispositions de l'article 5 du CCAG PI

Destruction des données :

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

18.4 Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

Il est rappelé que toute personne travaillant dans l'enceinte du CHU de Montpellier doit respecter le règlement intérieur dans son intégralité. Ce dernier est consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>

Article 19 – Assurances

Le marché ne sera notifié que lorsque le maître d'ouvrage sera en possession d'une copie de l'attestation d'assurance, **par dérogation** à l'article 9-2 du CCAG-PI.

Le coordonnateur S.P.S. doit contracter des assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accident ou de dommages causés pendant la construction ou après la réception des travaux par l'exécution de la mission. En cours d'exécution du marché, dans un délai de sept jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, le coordonnateur S.P.S. doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire civile, professionnelle et décennale **par dérogation** à l'article 9-2 du CCAG-PI.

Le défaut d'assurances entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du coordonnateur SPS.

Le titulaire doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution de ses (leurs) prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurances de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui(leur) incomber à quelque titre que ce soit, à raison des dommages de toute nature causés au tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du contrat.

Les polices d'assurance devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le titulaire s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Article 20 – Dématérialisation de l'exécution des marchés

Le profil d'acheteur et la plateforme E-PROJECT pourra être utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-PI, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (plateforme Place), les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Article 21 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont apportées aux articles correspondants du CCAG-PI :

Dérogation par l'article 1.13.1.1 du CCP à l'article 38 du CCAG-PI

Dérogation par l'article 2 du CCP aux articles 4 et 4.2.1 du CCAG-PI

Dérogation par l'article 4.8 du CCP à l'article 2 du CCAG-PI

Dérogation par l'article 7 du CCP aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI

Dérogation par l'article 16.1 du CCP aux articles 36 et 41.5 du CCAG-PI

Dérogation par l'article 19 du CCP à l'article 9-2 du CCAG-PI